

## **Commissions**

### **Achats militaires**

---

COMMISSION ACHATS MILITAIRES

*Président : M. Wouter De Vriendt*

#### ➤ **LUNDI 6 DÉCEMBRE 2010**

1. Ordre des travaux - proposition de modification du règlement d'ordre intérieur.

- La commission a discuté des propositions de modification du règlement d'ordre intérieur.
- Après un bref échange de vues, la commission a décidé de demander conseil au service juridique concernant les deux propositions.

2. Dossier programme BEST.

- Les représentants du ministre de la Défense ont donné des explications complémentaires sur le dossier concernant le programme BEST (équipement individuel soldats) et ont ensuite répondu aux questions des membres. Le président a ensuite donné son avis au nom de la commission.

### **Sécurité du rail**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

*Président : M. David Geerts*

#### ➤ **LUNDI 6 DÉCEMBRE 2010**

1. Introduction par les experts de la commission spéciale.

- Exposé de M. Bart Van der Hertem.

2. Auditions de :

- M. Michel Damar (président du conseil d'administration de la SNCB de 1991 à 2002) ;
- M. Etienne Schoupe (directeur général et administrateur délégué de la SNCB de 1988 à 2002) ; portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes.

- Les invités ont donné un exposé introductif.
- Un échange de vues a eu lieu.
- Sont intervenus : M. Ronny Balcaen, Mmes Valérie De Bue et Ine Somers, MM. Steven Vandeput, Jef Van den Bergh, Tanguy Veys, Mme Linda Musin et MM. David Geerts et Rachid Madrane.

➤ **MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010**

1. Auditions de :

- M. Guy Coëme (ministre des Communications et des Entreprises publiques de 1992 à 1994) ;
  - M. Elio Di Rupo (ministre des Communications et des Entreprises publiques de 1994 à 1995) ;
- portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes.

- Les invités ont donné un exposé introductif.

- Un échange de vues a eu lieu.

- Sont intervenus : M. Ronny Balcaen, Mme Linda Musin, M. Christophe Bastin, Mme Valérie de Bue et M. David Geerts.

3. Auditions de :

- M. Michel Daerden (ministre des Transports de 1995 à 1999) ;

- Mme Isabelle Durant (ministre de la Mobilité et des Transports de 1999 à 2003) ;

portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes.

- L'invité a donné un exposé introductif.

- Un échange de vues a ensuite eu lieu. Sont intervenus : MM. Steven Vandeput, Tanguy Veys, Christophe Bastin, Ronny Belcaen, David Geerts, Eric Thiébaud et Rachid Madrane.

4. Échange sur les auditions.

Prochaine séance: lundi 13 décembre 2010.

**Commission spéciale "abus sexuels"**

---

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE  
DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

*Président : Mme Karine Lalieux*

➤ **LUNDI 6 DÉCEMBRE 2010**

Audition de :

- M. Pierre Chomé, avocat;
- M. Jean-Pierre Lothe, avocat.

- Les invités ont donné un exposé introductif.

- Un échange de vues a eu lieu.

➤ **MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010**

1. Audition de :

- M. Luc De Fleurquin, professeur émérite de droit canonique à la KULeuven;
- M. Louis-Léon Christians, professeur de droit canonique à l'UCL.

- Les invités ont donné un exposé introductif.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres.

2. Debriefing de la commission spéciale par les experts.

- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine séance : lundi 13 décembre 2010.

## **Finances et Budget**

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

Suivi des recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale - Ordre des travaux.

- La commission poursuivra ses réunions mensuelles.

- Une réunion commune avec la commission de la Justice aura lieu au cours de laquelle le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et le secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice viendra exposer l'avancement des travaux du groupe de travail « Una Via ».

- La Cour des comptes sera contactée afin de s'informer sur l'avancement de ses travaux.

- L'avis du Conseil d'Etat sera automatiquement demandé sur toute nouvelle proposition de loi.

- La commission se penchera sur la problématique de la simplification de la législation fiscale.

Prochaine réunion : mardi 18 janvier 2011.

### ➤ **MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2011, n° 555/1.

(Continuation, clôture et votes) (Rapporteur : M. Steven Vandeput).

- La discussion a été clôturée.

- MM. Steven Vandeput, Georges Gilkinet, Jan Jambon et Hendrik Bogaert et Mme Gwendolyn Rutten ont pris la parole

- Les articles 1er à 17 et 20 à 40 ont été adoptés par 10 voix contre 1 et 5 abstentions.

- Les articles 18 et 19 ont été adoptés par 9 voix contre 1 et 6 abstentions.

- L'ensemble du projet de loi, y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 10 voix contre 1 et 5 abstentions

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Georges Gilkinet, Kristof Calvo, Catherine Fonck, Philippe Goffin, Dirk Van der Maelen) modifiant l'article 145/24 du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 683/1.

- Rapporteur : M. Damien Thiéry.

- La discussion générale a été entamée.

- Un amendement a été déposé par MM. Goffin, Thiéry, Arens, Van der Maelen, Arens et Gilkinet et Mme Rutten.

- La commission a décidé par 11 voix contre 2 de demander à la Cour des comptes de faire une estimation du coût de la proposition de loi.

- Proposition de loi (David Clarinval, Damien Thiéry et Philippe Goffin) relative au taux réduit de TVA pour la démolition et la reconstruction des bâtiments d'habitation, n° 731/1.

- Rapporteur : M. Georges Gilkinet.

- La discussion générale a été entamée.

- La commission a décidé par à l'unanimité des votes exprimés de demander à la Cour des comptes de faire une estimation du coût de la proposition de loi.

3. Proposition de loi (Jan Jambon, Veerle Wouters, Peter Luykx, Sarah Smeyers, Jef Van den Bergh, Herman De Croo) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs, n° 713/1.

- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.

- La discussion générale a été entamée.

- Trois amendements ont été déposés par M. Jan Jambon.

- La commission a décidé à l'unanimité des votes exprimés de demander à la Cour des comptes de faire une estimation du coût de la proposition de loi (article 79, alinéa 1er, du Règlement de la Chambre).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des réformes institutionnelles demandera l'avis des gouvernements de Communautés sur les modifications proposées par la proposition de.

- L'avis de différentes fédérations sportives sera demandé par la commission.

- La commission procédera éventuellement à des auditions.

4. Audition sur le secret bancaire :

- Prof. Dr. Axel Haelterman (KUL).

- Après un exposé introductif, le professeur Haelterman a répondu aux questions de MM. Van der Maelen, Thiéry, Arens, Gilkinet, Mathot et Mmes Wouter, Gerkens et Almaci.

- Pour autant qu'elle soit disponible, M. Haelterman fournira une étude comparative relative aux conditions appliquées par les différents États en vue de lever le secret bancaire.

Prochaine séance : mardi 14 décembre 2010.

## Économie

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : Mme Liesbeth Van der Auwera*

### ➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant diverses dispositions (I) (art. 181) - A déposer par le gouvernement.

- Rapporteur : Mme Katrin Jadin.
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a donné un exposé.
- La discussion a été reportée à la demande de MM. Peter Logghe et Ronny Balcaen parce que les documents officiels n'étaient pas disponibles.

2. Projet de loi portant diverses dispositions (I) (art. 9 à 19) - A déposer par le gouvernement.

- Des amendements ont été introduits par Mme Karine Lalieux et consorts.
- La discussion a été reportée.

3. Question de Mme Ann Vanheste à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'indemnité compensatoire de pertes de revenus accordée aux indépendants en cas de travaux publics" (n° 1220).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la situation des PME après la crise" (n° 1357).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le déménagement du Vlaamse Raad fv et du CFGOA" (n° 1374).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les locaux actuels et futurs de l'Ordre des Architectes" (n° 1447).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la possibilité de procéder à une vente de liquidation à la suite de dommages causés par l'eau" (n° 1377).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'intermédiaire de crédit" (n° 1378).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'évaluation de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services" (n° 1431).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "l'assurance responsabilité civile professionnelle obligatoire des agents immobiliers" (n° 1434).

- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "les agents immobiliers et la police d'assurance responsabilité professionnelle" (n° 1457).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

10. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'opportunité de créer un site internet de diagnostic pour les sociétés" (n° 1225).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement par carte de crédit Visa à distance" (n° 1294).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "Google et l'Office européen des brevets" (n° 1418).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

13. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les cartes de débit Maestro" (n° 1179).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

14. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'opportunité de créer un site internet de diagnostic pour les sociétés" (n° 1225).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

15. Question de M. Olivier Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la prise en charge des frais administratifs des éco-chèques" (n° 1261).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

16. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement par carte de crédit Visa à distance" (n° 1294).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

17. Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le contrôle des prix en maison de repos" (n° 1312).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

18. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fermeture au public de la Bibliothèque Fonds Quetelet" (n° 1350).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

19. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la qualité des données de la BCE" (n° 1433).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

20. Question de M. Hans Bonte au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la condamnation de Citibank par le tribunal correctionnel de Bruxelles" (n° 1442).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine séance : mardi 14 décembre 2010.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Président : Mme Sarah Smeyers*

➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

1. Ordre des travaux.

- sous-commission droit de la famille
- divers

- La commission a décidé de ne pas créer de sous-commission.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n° 476/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 et 2.

Amendements de Mme Catherine Fonck et de Mme Naïma Lanjri.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Damien Thiéry) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 et 2.

- Amendements de Mme Marie-Christine Marghem et consorts.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.

- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1.

(Continuation). (Rapporteur: M. Christian Brotcorne).

- Comme convenu lors de la réunion précédente, un tableau comparant les modifications proposées au Code de la Nationalité dans les différentes propositions de loi a été distribué.

- Ce tableau sera approfondi quant au contenu afin que la proposition de loi n° 618 puisse également être reprise.

3. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n° 756/1).

- Rapporteur : Mme Sophie De Wit.

- La proposition de loi a été introduite et discutée.

4. Question de M. Damien Thiéry au ministre de la Justice sur "les arrangements de promoteurs immobiliers avec certaines communes flamandes visant à permettre à ces dernières de sélectionner les acquéreurs de biens immobiliers" (n° 1300).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'agrandissement d'Everberg" (n° 1318).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la procédure de récusation du juge d'instruction M. De Troy dans le cadre de l'instruction judiciaire 'Calice'" (n° 1319).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “la violence faite aux femmes” (n° 1339).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le manque aigu de personnel à la justice de paix du premier canton de Hasselt” (n° 1454).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “les erreurs de procédure commises lors de l'arrestation de personnes suspectées d'activités terroristes à Bruxelles” (n° 1462).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “le désencombrement des archives de la Sûreté de l'État” (n° 1040).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “la tenue des registres de population en ce qui concerne la transcription correcte du nom” (n° 1240).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “la violence faite aux femmes” (n° 1339).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “les directives du barreau de Bruxelles en matière de ‘class actions’” (n° 1341).

- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “class actions” (n° 1407).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur “les seuils de tolérance en ce qui concerne les excès de vitesse” (n° 1352).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Katrin Jadin au ministre de la Justice sur “la corruption en Belgique” (n° 1364).

- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “la lutte contre la fraude et la corruption” (n° 1444).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le manque d’efficacité dans la lutte contre la corruption” (n° 1453).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “la validité des amendes infligées en vertu d’accords entre le procureur général, le parquet et le tribunal de police” (n° 1372).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

17. Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur “l’extension du système JustScan” (n° 1387).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

18. Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur “la prison de Tilburg” (n° 1388).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “l’absence de poursuites contre des pirates internationaux par la justice belge” (n° 1402).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

20. Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “le régime carcéral à Louvain” (n° 1408).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

21. Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur “l’interprétation de la notion d’affaires courantes et la différence entre deux arrêtés royaux” (n° 1411).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

22. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “le jugement très variable d'accès à la nationalité belge entre les différents arrondissements judiciaires” (n° 1428).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

23. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “les problèmes informatiques dans les tribunaux” (n° 1429).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “la gestion des fonds saisis et confisqués par l'OCSC” (n° 1465).

(Les réponses seront fournies par le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice).

➤ **MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010**

Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Olivier Maingain) modifiant le Code judiciaire et visant à instaurer une indemnisation fixe des avocats de l'aide juridique de deuxième ligne, n° 454/1. (Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu)

Audition avec:

- Mme Kati Verstrepen, avocate, représentante de l'OVB;
- Mme Carine Vanderstock, avocate, représentante de l'OBFG.

- Un échange de vues avec les membres a eu lieu après les exposés. Des questions ont été posées par Mmes Sophie De Wit, Marie-Christine Marghem, MM. Raf Terwingen, Stefaan Van Hecke, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Christian Brotcorne et Mme Sarah Smeyers.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

---

## Droit Commercial

---

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

*Président : Mme Sophie De Wit*

➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.

- Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.  
(Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

- Des organisations seront organisées.

- Ont pris la parole : de heren Karel Uyttersprot, Bruno Tuybens, Joseph George, Mathias De Clercq, Olivier Henry en Peter Logghe en de dames Muriel Gerken, Marie-Christine Marghem, Colette Burgeon, Zuhail Demir, Liesbeth Van der Auwera en Sophie De Wit.

- La discussion générale a été poursuivie.

- Sont intervenus : MM. Bruno Tuybens et Karel Uyttersprot et Mmes Muriel Gerken, Zuhail Demir et Özlem Özen.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

## **Infrastructure**

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : Mme Maggie De Block*

### ➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

#### 1. Ordre des travaux.

- Une visite de travail aura lieu sur invitation de l'administrateur délégué de Belgacom.

2. Projet de loi portant assentiment à et exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'État fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure signée à Strasbourg le 9 septembre 1996, et portant exécution de la Convention, n° 518/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.

- La commission a décidé à l'unanimité de scinder le projet de loi : les articles 1 à 10, à l'exception de l'article 3, seront requalifiés en tant qu'une tandis que les articles 1, 3 et 10 formeront un projet.

- Les articles des 2 projets de loi, ainsi que l'ensemble des deux projets de loi, ont été approuvés successivement à l'unanimité.

3. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les tarifs des services de la navigation aérienne" (n° 729).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

#### 4. Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'instauration des tests salivaires" (n° 832).

- Question de M. Siegfried Bracke au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les résultats faussement positifs des tests salivaires à la suite de la consommation de certains médicaments" (n° 855).

- Question de M. Bruno Tobback au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les conséquences des tests salivaires pour les patients TDAH" (n° 908).

- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'importance du test salivaire" (n° 1115).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'avant-projet de loi instaurant le cadre d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 917).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les nouvelles plaques minéralogiques" (n° 1016).

- Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'introduction de la nouvelle plaque d'immatriculation européenne" (n° 1117).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation des pneus hiver" (n° 1385).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la réglementation européenne relative aux passagers des bateaux" (n° 1399).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'état de la situation en ce qui concerne la transposition de la directive européenne relative à la gestion de la sécurité de l'infrastructure routière" (n° 610).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

10. Question de M. Bert Wollants au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la libéralisation de la manutention à l'aéroport de Zaventem" (n° 707).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

11. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le survol du Brabant wallon" (n° 869).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le refus d'un pilote d'obtempérer à un ordre" (n° 884).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le certificat de conformité pour les voitures d'occasion" (n° 903).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les contrôles de sécurité routière et de concurrence déloyale dans le cadre du transport routier de marchandises" (n° 909).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

15. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle du port de la ceinture de sécurité" (n° 911).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

16. Question de M. Peter Vanvelthoven au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'immatriculation des véhicules électriques" (n° 1015).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation de tracteurs pour le transport routier" (n° 1023).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'escorte de véhicules agricoles lourds" (n° 1464).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la compétence professionnelle des chauffeurs de camions et de bus" (n° 1116).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le retard dans la formation obligatoire des chauffeurs de bus et de camions" (n° 1463).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010**

1. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'incidence budgétaire des licences télécom" (n° 885).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

2. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition du paquet télécom" (n° 901).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

## Comptabilité

---

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

*Président : M. André Flahaut*

➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

Comptes 2009 et budget 2011 de la Chambre des représentants - Comptes 2009 et budget 2011 afférents au financement des partis politiques: discussion et votes.

- Rapporteur : M. Thierry Giet.
- Les comptes 2009 et le budget 2011 de la Chambre des représentants et du financement des partis politiques ont été approuvés par 9 voix contre 1.
- Ont pris la parole : MM. André Flahaut, Président de la Chambre, Olivier Maingain, Président du Collège des questeurs, Herman De Croo, Steven Vandeput, Guy D'haeseleer et Mmes Muriel Gerkens et Corinne De Permentier.

## Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010**

1. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les relations entre l'Union européenne et Israël" (n° 924).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les négociations en cours entre l'Union européenne et Israël" (n° 925).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "son entretien avec son homologue néerlandais Uri Rosenthal" (n° 982).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la présence militaire belge en Afghanistan" (n° 1141).
- Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le futur déploiement militaire en Afghanistan" (n° 1156).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la détérioration des projets de coopération au développement de l’UE dans les territoires palestiniens occupés” (n° 1153).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les tirs subis par l’île Sud-coréenne Yeongpyeong” (n° 1173).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la publication dans la presse de correspondance diplomatique” (n° 1269).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les informations divulguées par Wikileaks sur la présence d’armes nucléaires en Belgique” (n° 1316).

- Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les révélations de télégrammes diplomatiques américains sur le site internet Wikileaks” (n° 1362).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position de l’UE vis-à-vis de l’Afghanistan” (n° 1445).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le blocus de Gaza” (n° 1379).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les services secrets colombiens” (n° 1409).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la directive-cadre européenne sur l’antidiscrimination” (n° 1420).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Peter Luyckx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les tensions en Côte d'Ivoire" (n° 1448).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

## Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. Ben Weyts*

### ➤ **MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2010**

#### 1. Ordre des travaux.

- Création d'une sous-commission Sécurité nucléaire.

- Problématique « parité linguistique au sein des administrations fédérales ».

- Un échange de vues a eu lieu concernant les compétences d'une nouvelle sous-commission.

- Sont intervenus : MM. Hugo Schiltz, Denis Ducarme, André Frédéric, Servais Verherstraeten et Mme Zoé Genot.

- Un échange de vues a eu lieu sur la parité linguistique au sein des administrations fédérales.

- Sont intervenus : MM. Filip De Man, Denis Ducarme, Theo Francken, André Frédéric, Servais Verherstraeten et Mmes Myrian Delacroix-Rolin, Zoé Genot et Catherine Fonck.

- La demande de création d'un groupe de travail a été rejetée par 8 voix contre 8.

- A l'unanimité, la commission a décidé d'entendre la Commission permanente de contrôle linguistique.

#### 2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 et 2.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick et M. Verherstraeten.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 681/1.
- Proposition de loi (Rachid Madrane et consorts) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).
- Des amendements ont été déposés par Mmes Zoé Genot, Eva Brems et M. Bart Somers.

➤ **JEUDI 9 DÉCEMBRE 2010**

Projet de loi portant dispositions diverses (I) (art. 20 à 22), n° 771/1 - A déposer par le gouvernement.

(Autorisation de la Conférence des présidents du 8 décembre 2010 et mises à la disposition de tous les membres de la Chambre des copies du projet de loi).

- Rapporteur : Mme Jacqueline Galant.
- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : MM. Rachid Madrane et Ben Weyts.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 4. Amendements de Mmes Lanjri et Dierick et M. Verherstraeten, de Mme Galant et M. Ducarme, de M. Madrane, M. Frédéric, M. Devin, M. Thiébaud, M. Francken, Mme Fonck, Mme Delacroix-Rolin, M. Dedecker, Mme Genot, Mme Brems et M. Somers.
- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.
- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.
- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.
- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 681/1.
- Proposition de loi (Rachid Madrane et consorts) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).
- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Damien Thiéry) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n° 757/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La proposition de loi n°757/1 (voir point 2) a été jointe.
- Exposé introductif de l'auteur principal, M. Ducarme.
- La discussion générale a été clôturée.
- Sont intervenus : Mmes Zoé Genot, Nahima Lanjri, Catherine Fonck et MM. Rachid Madrane, Denis Ducarme et Theo Francken.
- La discussion des articles a été entamée. Sont intervenus : Mmes Nahima Lanjri, Catherine Fonck, Zoé Genot, Daphné Dumery, Karin Temmerman, et MM. Bart Somers, Rachid Madrane et Denis Ducarme.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Catherine Fonck et Myriam Delacroix-Rolin.

Prochaine séance : mardi 14 décembre 2010.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Filip De Man*

### ➤ JEUDI 9 DÉCEMBRE 2010

1. Projet de loi portant diverses dispositions(I) (Partim) - à déposer par le gouvernement.

- Rapporteur de heer Wouter De Vriendt.
- Le ministre de la Défense a donné un exposé introductif.
- Sont intervenus : MM. Wouter De Vriendt, Dirk Van der Maelen, Herman De Croo, Theo Francken et le ministre de la Défense.
- La discussion générale n'a pas été clôturée.

2. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au ministre de la Défense sur "les hélicoptères NH90" (n° 1256).
- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "la situation en ce qui concerne l'achat d'hélicoptères NH90" (n° 1349).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "les informations divulguées par Wikileaks sur la présence d'armes nucléaires en Belgique" (n° 1315).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "l'exercice militaire aérien au-dessus de la région de Charleroi" (n° 1323).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "les attachés de Défense" (n° 1324).

- Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Défense sur “les attachés militaires” (n° 1437).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “l'accueil des sans-abri et des demandeurs d'asile ainsi que leur transport à l'aide de matériel militaire” (n° 1395).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “l'envoi de nos Forces spéciales en Côte d'Ivoire” (n° 1446).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine séance : jeudi 16 décembre 2010.